

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1919-1920.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER 1920

FEUILLETON AU 10 MARS 1920.

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 458. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 30 janvier 1920,
La dame Queromesse, à Bruxelles, sollicite l'intervention
de la Chambre pour qu'il lui soit donné officiellement avis
du décès de ses deux fils tombés au champs d'honneur.</p> <p>DÉCISION : Renvoi à <i>M. le Ministre de la Défense nationale.</i></p> |
| 2. | 459. | <p>Par pétition de Bouvignes, sans date,
Le sieur Paquet, ouvrier serre-freins retraité, demandé la
revision de sa pension.</p> <p>DÉCISION : Renvoi à <i>M. le Ministre des Chemins de fer.</i></p> |
| 3. | 460. | <p>Par pétition datée de Stockel, le 8 février 1920,
Le sieur Capille, à Stockel, demande que soit accélérée
la marche de l'instance qu'il a introduite en vue d'être
indemnisé de ses dommages de guerre.</p> <p>DÉCISION : Renvoi à <i>M. le Ministre des Affaires Écono-
miques.</i></p> |
| 4. | 461. | <p>Par pétition datée de Waesmuël, le 25 janvier 1920,
Le conseil communal de Waesmuël émet le vœux de voir
les Chambres législatives s'occuper d'urgence de rechercher
les moyens efficaces de parer à la crise des logements.</p> <p>DÉCISION : A déposer sur le Bureau de la Chambre lors de
l'interpellation de <i>M. Melckmans</i> à <i>M. le Ministre de</i></p> |

Numéros
du
feuillet.
Numéros
du registre des
pétitions.

l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement au sujet des mesures qu'il compte prendre en vue de remédier à la crise des logements dans les grands centres et des interventions financières qui pourraient être consenties aux sociétés pour la construction d'habitations ouvrières désireuses d'édifier des maisons à bon marché.

5. 462. Par pétition datée de Bruges, le 2 février 1920,
Les président et secrétaire de la Chambre de commerce de l'arrondissement de Bruges demandent que le principe de la représentation proportionnelle ne soit pas appliqué aux élections consulaires.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

6. 463. Par pétition datée de Boom, le 3 février 1920,
La dame Uylfries, à Boom, sollicite l'intervention de la Chambre pour que son fils puisse être libéré du service militaire.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.

7. 464. Par pétition datée de Bisseghem, le 3 février 1920,
Le sieur Vanbelle (Jules), invalide de guerre, demande la revision de la pension qui lui est accordée et sollicite un emploi dans un département.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.

8. 465. Par pétition datée de Bruxelles, le 3 février 1920,
Les Greffiers-adjoints près le Tribunal des dommages de guerre de Bruxelles sollicitent l'augmentation de l'indemnité qui leur est accordée.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.

9. 466. Par pétition datée de Saint-Gilles, le 7 février 1920,
Le Collège des Bourgmestre et Echevins de Saint-Gilles demande que le projet de loi relatif à la pension des officiers et agents de la police judiciaire de l'État soumis aux délibérations du Sénat, soit modifié de façon à réserver tous les droits des caisses de pensions communales.

DÉCISION : Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner le projet de loi amendé par le Sénat.

Numéros
du
feuilletton.

Numéros
du registre des
pétitions.

10. 467. Par pétition datée de Bruxelles, le 9 février 1920;
Le sieur Gaspar, président de la Fédération nationale des démobilisés, agents de l'État, des Provinces et des Communes, à Bruxelles, transmet deux ordres du jour votés par la dite Association et relatifs à la situation des anciens combattants.
DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.
11. 468. Par pétition datée de Jumet, le 11 février 1920,
L'Administrateur-gérant de la « Mutuelle des Sinistrés, Société Coopérative » à Jumet, émet le vœu de voir l'Administration Supérieure et le Tribunal des dommages de guerre prendre en considération les demandes de réparation et les demandes d'avances et leur donner une suite favorable dans le plus bref délai possible.
DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.
12. 469. Par pétition datée de Spa, le 12 février 1920,
Le Conseil Communal de Spa émet le vœu de voir reprendre les installations balnéaires par l'État et attire l'attention de la Chambre sur les dispositions de la loi française du 2 décembre 1919 relative au régime des jeux.
DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.
13. 470. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 février 1920,
Le sieur Adam, commis principal du Génie, à Schaerbeek, sollicite l'intervention de la Chambre à l'effet d'obtenir une promotion.
DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.
14. 471. Par pétition datée de Bruxelles, le 14 février 1920,
Le sieur Chapeauville, président de la « Libre pensée de Bruxelles » demande la suppression de l'article 117 de la Constitution.
DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
15. 473. Par pétition de Sprimont, sans date,
Des habitantes de Sprimont, veuves de citoyens fusillés par les Allemands, demandent le relèvement de leur pension. Même pétition d'habitantes de Liège et environs.
DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|-----|------|---|
| 16. | 474. | Par pétition de Tervueren, sans date,
Le sieur Beckers, à Tervueren, sollicite l'intervention de la Chambre, à l'effet d'être indemnisé du chef de dommages faits à son habitation par des soldats belges.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.</i> |
| 17. | 476. | Par pétition datée de Trazegnies, le 3 février 1920,
Le conseil communal de Trazegnies demande le vote d'une nouvelle loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 18. | 477. | Par pétition datée de Liège, le 8 février 1920,
Les Président et Secrétaire de l'Association des condamnés politiques demandent le vote d'une loi accordant aux condamnés politiques une juste indemnité pour les pertes subies pendant la durée de leur captivité et leur donnant le moyen de reconstituer leur foyer dévasté.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.</i> |
| 19. | 479. | Par pétition datée de Naast, le 17 février 1920,
Le sieur Empain, secrétaire communal retraité, à Naast, émet le vœu de voir relever la pension des secrétaires communaux.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 20 | 481. | Par pétition datée d'Anderlecht, le 24 février 1920.
Le Collège des Bourgmestre et Échevins d'Anderlecht, dans le but de réduire les frais imposés aux communes, propose diverses modifications aux dispositions régissant la confection des listes électorales et les opérations de l'élection.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
-

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN

(FEBRUARI 1920)

LIJST TOT OP 10 MAART 1920.

VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT.

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

- | | | |
|----|------|--|
| 1. | 458. | <p>Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 30 Januari 1920,</p> <p>Vraagt mevrouw Queromesse, te Brussel, de tussenkomst van de Kamer opdat haar van ambtswege bericht worde gezonden van het overlijden van hare twee op het slagveld gesneuvelde zonen.</p> <p>BESLUIT: <i>Te verwijzen naar den Minister van 's Lands Verdediging.</i></p> |
| 2. | 459. | <p>Bij niet gedagteekend verzoekschrift uit Bouvignes, Vraagt de heer Paquet, gepensionneerd wisselwachter, de herziening van zijn pensioen.</p> <p>BESLUIT: <i>Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen.</i></p> |
| 3. | 460. | <p>Bij verzoekschrift uit Stockel, gedagteekend 8 Februari 1920,</p> <p>Vraagt de heer Capitte, te Stockel, dat het geding, door hem ingesteld ten einde vergoeding te bekomen voor zijne oorlogsschade, bespoedigd worde.</p> <p>BESLUIT: <i>Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.</i></p> |

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

4.

461.

Bij verzoekschrift uit Waesmuël, gedagteekend 25 Januari 1920,

Drukt de gemeenteraad van Waesmuël den wensch uit, dat de Wetgevende Kamers zich eerlang bezighouden met het opsporen der middelen om de woningcrisis op te lossen.

BESLUIT : *Neer te leggen op het Bureau der Kamer tijdens de vraag om uitlegging door den heer Melckmans tot den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading « over de maatregelen welke hij denkt te nemen met het oog op de woningcrisis, welke in de groote centra heerscht, en op de financiële tegemoetkomingen welke zouden kunnen verleend worden aan de maatschappijen tot het bouwen van werkmanswoningen, die verlangen goedkope woningen te bouwen ».*

5.

462.

Bij verzoekschrift uit Brugge, gedagteekend 2 Februari 1920,

Vragen de voorzitter en de secretaris der Handelskamer van het arrondissement Brugge dat het beginsel der Evenredige Vertegenwoordiging niet worde toegepast op de verkiezingen voor de handelsrechtbanken.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

6.

463.

Bij verzoekschrift uit Boom, gedagteekend 3 Februari 1920,

Vraagt mevrouw Uytfries, te Boom, te tusschenkomst van de Kamer om voor haar zoon vrijstelling van den militairen dienst te bekomen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van s' Lands Verdediging.*

7.

464.

Bij verzoekschrift uit Bisseghem, gedagteekend 3 Februari 1920,

Vraagt de heer Vanbelle (Jules), oorlogsinvalides, de herziening van het hem toegekende pensioen en tevens eene betrekking in een departement.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van s' Lands Verdediging.*

8

465.

Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 3 Februari 1920,

Vragen de toegevoegde griffiers bij de Rechtbank voor

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

Oorlogsschade van Brussel, de verhooging van de hun toegekende vergelding.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.

9. 466. Bij verzoekschrift uit Sint-Gillis, gedagteekend 7 Februari 1920,
 Vraagt het College van Burgemeester en Schepenen van Sint-Gillis dat het naar den Senaat overgezonden wetsontwerp, betreffende het pensioen der officieren en agenten der rechterlijke politie van den Staat, zoodanig worde gewijzigd dat alle rechten van de gemeentelijke pensioenkassen voorbehouden blijven.
 BESLUIT : Te verwijzen naar de Middelenafdeling belast met het onderzoek van het door den Senaat gewijzigd wetsontwerp.
10. 467. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 9 Februari 1920,
 Maakt de heer Gaspar, voorzitter van het Nationaal Verbond der gedemobiliseerde Staats-, provincie- en gemeentebeambten, te Brussel, twee dagorden over, door gezegde vereeniging aangenomen en den toestand der oud-strijders betreffende.
 BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van 's Lands Verdediging.
11. 468. Bij verzoekschrift uit Jumet, gedagteekend 11 Februari 1920,
 Drukt de Beheerder-Zaakvoerder der samenwerkende vennootschap « Mutuelle des Sinistrés », te Jumet, den wensch uit dat het Opperbestuur en de Rechtbank voor oorlogsschade zouden in aanmerking nemen de aanvragen tot schadeloosstelling en daaraan, binst den kortst mogelijken termijn, een gunstige oplossing geven.
 BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.
12. 469. Bij verzoekschrift uit Spa, gedagteekend 12 Februari 1920,
 Drukt de gemeenteraad van Spa den wensch uit dat

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

de Staat de badinrichtingen zou overnemen, en vestigt de aandacht van de Kamer op de bepalingen der Fransche wet van 2 December 1919 betreffende de regeling der spelen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

13. 470. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 12 Februari 1920,

Vraagt de heer Adam, eerst aanwezend klerk der Genie, te Schaarbeek, de tusschenkomst van de Kamer om eene bevordering te bekomen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van 's Lands Verdediging.*

14. 471. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 14 Februari 1920,

Vraagt de heer Chapeauville, voorzitter van de « Libre pensée de Bruxelles », de afschaffing van artikel 117 der Grondwet.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

15. 473. Bij niet gedagteekend verzoekschrift uit Sprimont, Vragen inwoonsters van Sprimont, weduwen van door de Duitschen doodgeschoten burgers, de verhooging van haar pensioen.

Zelfde verzoekschrift vanwege inwoonsters van Luik en omstreken.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.*

16. 474. Bij niet gedagteekend verzoekschrift uit Tervueren, Vraagt de heer Beckers, te Tervueren, de tusschenkomst van de Kamer ten einde vergoeding te bekomen voor de schade welke Belgische soldaten aan zijne woning hebben toegebracht.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.*

17. 476. Bij verzoekschrift uit Trazegnies, gedagteekend 5 Februari 1920,

Vraagt de Gemeenteraad van Trazegnies de aanneming van eene nieuwe wet tot invoering eener bijzon-

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

dere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Financiën.*

18.	477.	Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 8 Februari 1920,
-----	------	--

Vragen de Voorzitter en de secretaris van de Vereeniging der politieke veroordeelden, de aanneming eener wet waarbij aan de politieke veroordeelden eene rechtmatige vergoeding wordt verleend voor de verliezen tijdens hunne gevangenschap geleden en waardoor hun de middelen worden verschaft om hun verwoesten haard herop te richten.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.*

19.	479.	Bij verzoekschrift uit Naast, gedagteekend 17 Februari 1920,
-----	------	--

Drukt de heer Empain, gepensionneerd gemeentesecretaris, te Naast, den wensch uit dat de pensioenen der gemeentesecretarissen zouden verhoogd worden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*

20.	481.	Bij verzoekschrift uit Anderlecht, gedagteekend 24 Februari 1920,
-----	------	---

Stelt het College van Burgemeester en Schepenen van Anderlecht onderscheidene wijzigingen voor in de bepalingen betreffende het opmaken der kiezerslijsten en de kiesverrichtingen, ten einde de aan de gemeenten opgelegde kosten te verminderen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*
